

que beaucoup le prévoyaient; en outre, la réalisation de l'ouverture des espaces aériens, concept dont le Canada et la Hongrie se sont faits les champions, n'est pas pour demain.

Autre signe d'encouragement digne de mention, les superpuissances renoncent à investir, comme elles l'ont fait dans le passé, dans les conflits politiques et militaires éclatant dans d'autres régions du monde; elles réduisent ainsi les risques d'escalade.

Cependant, il faut répéter avec insistance qu'à l'échelle mondiale, les arsenaux nucléaires demeurent énormes et que la situation ne changera guère, même après la conclusion d'un accord START. En outre, les deux camps continuent de moderniser ces derniers, ce qui peut favoriser la déstabilisation dans certains cas. La doctrine de dissuasion (s'exprimant notamment par l'extension du «parapluie» stratégique américain en Europe occidentale sous l'égide de l'OTAN) demeure justifiée et nécessaire tant que des armements de cette catégorie existeront en Europe et ailleurs. Parallèlement, tandis que le climat politique s'y prête, l'occasion est excellente pour procéder à un «démantèlement» rapide et massif. Cette nouvelle Europe, qui s'étendrait de Vladivostock à Vancouver, est encore loin d'être ce que Karl Deutsch, le théoricien de l'intégration, a décrit il y a longtemps comme étant «un regroupement communautaire de sécurité», c'est-à-dire un ensemble d'États indépendants qui ne s'attendent pas à ce que la force soit employée dans leurs relations mutuelles et qui ne vivent pas dans la crainte de cette perspective. Cependant, cet objectif demeure celui dont la Charte de Paris préconise clairement la réalisation de toute urgence.

Fait significatif, le processus de réduction et de limitation des armements se heurte déjà à des obstacles de taille. Les réductions disproportionnées réalisées au chapitre des armements conventionnels par l'URSS aux termes du premier accord sur les FCE semblent avoir rendu l'*establishment* militaire soviétique peu enclin à accepter en sus des vérifications détaillées. Jusqu'ici, tant à l'Est qu'à l'Ouest, la production de grands systèmes d'armes a très peu ralenti, à supposer qu'il y ait effectivement eu un mouvement en ce sens. Le marasme économique en Union soviétique est tel que n'importe quel gouvernement aura là-bas un mal fou à démanteler rapidement l'industrie militaire : c'est en effet un des rares secteurs de l'économie qui, au moins, continuent à fonctionner dans une certaine mesure.